



Monsieur le
Président Melchior /
President Melchior

Editorial

The Board held its first meeting in 2009 on 18 May at the Danish Supreme Court in Copenhagen. After consulting members of the Network whom we wish to thank for their comments, the Board adopted the topic of the Fourth Colloquium which will focus on the "Practical Aspects of the Independence of Justice" and on which this issue of our Newsletter provides further details through publication of the questionnaire on which our work will be based. The Board also deeply thanked Chief Justice Murray for his invitation to hold the Colloquium in Dublin, which will therefore be held in the Irish capital on Friday, 19 March 2010. I am already looking forward to seeing you there.

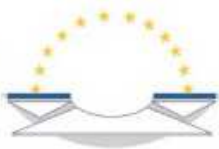
Le conseil d'administration a tenu sa première réunion en 2009 le 18 mai dernier à Copenhague à la Cour suprême du Danemark. Après consultation des membres du Réseau que nous tenons à remercier pour leurs réactions, le conseil a adopté le thème du quatrième Colloque qui portera sur « Les aspects pratiques de l'indépendance de la justice » et que ce numéro de notre Newsletter expose plus en détail par la publication du questionnaire autour duquel s'articuleront nos travaux. Le conseil a également vivement remercié M. Le Juge en chef Murray de son invitation à tenir notre Colloque à Dublin. Celui-ci se déroulera donc dans la capitale irlandaise le vendredi 19 mars 2010 et je vous y donne d'ores et déjà rendez vous.

Reflexions on the preliminary ruling procedure

On 30 and 31 March 2009, a Symposium organised at the invitation of the European Court of Justice brought together in Luxembourg the Presidents of the Constitutional and Supreme Courts of the Member States for a discussion on the preliminary ruling procedure. The studies launched in 2007 at the initiative of the Council of State of the Netherlands and which were conducted in the Association of the Councils of State and Supreme Administrative Jurisdictions of the European Union with the participation of the members of the Network, as reported in the Newsletter (No. 4 of 2007 and No. 8 of 2009) were taken into account in organizing the Symposium. The three sessions arranged provided an opportunity to consider how to achieve greater efficiency and dispatch in the preliminary ruling procedure, which is the objective set out in the Report prepared in 2008 on conclusion of the studies previously conducted. The first session was devoted to how to make specific improvements or, alternatively, to the need to rethink the system as a whole, the second session was devoted to the possibility of limiting issues referred to the Court of Justice solely to important ones and the third session was devoted to ways of shortening the time it takes to process cases. The President of the Court of Justice, Mr Skouris, after singling out the exhaustiveness of the Report's analysis and the clarity of its proposals, said that a very sharp reduction in the length of preliminary proceedings was being seen, cut to an average of 16 months in 2008. This result was chiefly due to a reform of the European Court of Justice's working methods, to the use of accelerated, simplified proceedings and to the urgent preliminary procedure, which had made it possible to close cases involving basic human rights within two months, and also to the possibility of rulings being made without an advocate general.

Réflexions autour de la procédure préjudicielle

Un symposium organisé à l'invitation de la Cour de justice des Communautés européennes a réuni à Luxembourg les 30 et 31 mars 2009 les présidents des cours constitutionnelles et suprêmes des États membres pour une réflexion autour de la procédure préjudicielle. Les travaux lancés en 2007 à l'initiative du conseil d'état des Pays Bas se sont déroulés au sein de l'association des conseils d'état et des juridictions administratives suprêmes de l'Union européennes avec la participation des membres du Réseau, comme il a déjà été rendu compte dans cette Newsletter (n°4 de 2007 et n°8 de 2009), ont été pris en compte pour l'organisation du programme du symposium. Les trois sessions prévues ont permis d'examiner les moyens d'une meilleure efficacité et rapidité dans la procédure préjudicielle qui est l'objectif du Rapport établi en 2008 en clôture des travaux précédemment menés. La première a été consacrée à la recherche d'améliorations ponctuelles ou au contraire à la nécessité de repenser le système dans son ensemble, la deuxième à la possibilité de limiter la saisine de la Cour de justice aux questions importantes, la troisième, aux moyens de raccourcir les délais de traitement. Le président de la Cour de justice, M. Skouris, après avoir souligné l'exhaustivité de l'analyse du Rapport et la clarté de ses propositions, a rappelé que l'on assistait à une très forte diminution de la durée des procédures préjudicielles, ramenée à une moyenne de 16,8 mois en 2008. Ce résultat est principalement dû à une réforme des méthodes de travail de la CJCE, et au recours aux procédures accélérée, simplifiée, à la procédure préjudicielle d'urgence qui a permis de clôturer les affaires mettant en cause les droits fondamentaux de la personne, dans un délai de deux mois, ainsi qu'à la possibilité de statuer sans avocat général.



Meeting of the board in Copenhagen / Réunion du conseil d'administration à Copenhague

The Danish Supreme Court was the setting for our Network's Board meeting on 18 May 2009. Preparations for the forthcoming Fourth Colloquium to be held in March 2010 in Dublin began with the adoption of the "Practical Aspects of the Independence of Justice" as topic for discussion and of a questionnaire as basis for the studies. As usual, the Colloquium will be preceded by the General Assembly of the Network, during which the Board of Administration will have to be elected. Members will be informed in autumn of vacancies arising the Board and invited to present their candidatures.

The Board again expressed its interest in the European Justice Forum launched by the European Commission in May 2008.

In keeping with the objective set out in its Articles of Association to promote consultation of the supreme courts by the European bodies, the Network will continue to bring in experts from the supreme courts on topics of interest which will be discussed by the Forum. The experts will contribute on the basis of their individual areas of expertise.

The Board also discussed ways of increasing use of the Common Portal of Jurisprudence. The creation of a hyperlink between the Portal and the future European Justice Portal called for by the European Council is one of the ways of publicising the jurisprudence of our supreme courts and making it better known. The principle of allowing for the widest possible access to the Portal was also adopted, providing all the translation facilities on the version accessible via Internet. The Board planned to organize a meeting of those in charge of the research and documentation departments in our courts to familiarize them with using the Portal. Some twenty people from more than fifteen supreme courts have already expressed interest in attending such a meeting this year. The Association of the Councils of State and Supreme Administrative Jurisdictions of the European Union also agreed to begin the incorporation of seven of its databases.

Lastly, on a proposal from the French *Cour de cassation*, the Board decided to send members of the Network a brief questionnaire on legal aid, which is also reproduced in this issue.



Danish Supreme Court / Court Supreme Danoise

C'est à la Cour suprême du Danemark que s'est tenu le conseil d'administration de notre Réseau le 18 mai dernier. La préparation du prochain quatrième Colloque qui se déroulera en mars 2010 à Dublin a commencé avec l'adoption des « Aspects pratiques de l'indépendance de la justice » comme thème de réflexion et d'un questionnaire pour préparer les travaux. Le Colloque sera, comme il est d'usage, précédé par l'assemblée générale du Réseau au cours de laquelle il faudra renouveler le conseil d'administration. Les membres seront informés à l'automne des vacances qui se produiront au sein du conseil et invités à présenter leurs candidatures.

Le conseil d'administration a renouvelé son intérêt pour le Forum Européen pour la Justice lancé par la Commission européenne en mai 2008.

Conformément à l'objectif de ses statuts de favoriser la consultation des cours suprêmes par les instances européennes, le Réseau continuera d'amener la présence d'experts des cours suprêmes sur les thèmes d'intérêt qui seront traités par le Forum. Ceux-ci apporteront leurs compétences techniques à titre individuel.

Le conseil d'administration a aussi discuté des moyens d'augmenter la fréquentation du Portail commun de jurisprudence. La création d'un hyperlien entre celui-ci et le futur portail européen sur la justice qui était demandée par le Conseil européen est l'une des voies permettant de mieux faire connaître et de diffuser la jurisprudence de nos cours suprêmes. Il a aussi été décidé du principe de l'ouverture la plus large possible du Portail, en offrant toutes les facilités de traduction sur la version accessible par internet. Le conseil a prévu l'organisation d'une réunion des responsables des services de recherche et de documentation de nos cours pour les familiariser avec l'utilisation du Portail. Une vingtaine de personnes de plus de quinze cours suprêmes se sont déjà déclarées intéressées par une telle réunion cette année. L'association des conseils d'état et des juridictions administratives suprêmes de l'Union européenne a aussi exprimé son accord pour débiter l'intégration de sept de leurs bases de données.

Enfin, sur la proposition de la Cour de cassation française, le conseil a décidé d'adresser aux membres du Réseau un court questionnaire sur l'aide juridictionnelle également reproduit dans ce numéro.

Questionnaire on "Practical Aspects of Independence of Justice" (Colloquium Dublin, March 2010)

I - Protection of Independence

1. What is the legal basis (constitutional, statutory, customary, judicial precedent) of the statutes or other statutory instruments safeguarding the independence of judges?

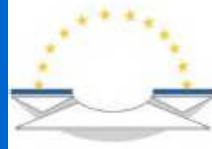
2. What are the requirements applying to the appointment (for example appointment by the Government or by an independent body) and the guarantees regarding termination of the judicial function?

Questionnaire sur les « aspects pratiques de l'indépendance de la justice » (Colloque de Dublin, mars 2010)

I - Protection de l'indépendance

1. Quelle est la valeur (constitutionnelle, législative, usage, jurisprudence) des textes ou règles statutaires qui protègent l'indépendance des juges ?

2. Quelles sont les conditions requises pour la nomination (par exemple, nomination par le Gouvernement ou par un organisme indépendant) et les garanties entourant la cessation de fonction des juges ?



3. What are the requirements applying to the appointment of the President of the Supreme Court and what is the duration of his/her term of office?

4. What are the conditions for voluntary, temporary suspension of a judicial career and for the return of a judge to court? In particular, may a judge return to the Bench after joining the Bar or after holding a political mandate (for example: as an elected or unelected member of the legislature or the executive) or after working for the prosecution?

5. How and by whom are the ethics of judges defined?

II - Working Conditions

6. How is the salary, including pensions, fixed, increased or decreased and by whom? Are judges awarded bonuses or any other advantages (car, lodging, etc...) and by whom? What is the annual salary (including pensions and bonuses) of a Supreme Court judge? How does this compare with the salary (including pensions and bonuses) of other state officials?

7. How are cases allocated among the different divisions of the Supreme Court and among the judges? What are the conditions or criteria for modifying the allocation of cases?

8. Daily working hours, including preparation of cases? Who has the authority to fix working hours for judges and, if so, what is the number of hours? Who controls?

9. Has each judge an office of his/her own in the court building?

10. Has each judge possibility to use a portable PC, also out of office?

11. Is each judge assisted by legally qualified clerks or research assistants?

12. Is there a library reserved for judges and other court staff? What are the opening hours? Is the assistance of a librarian possible?

13. In case the judge works at home: has he/she access to databases, provided by the court, containing for example the Supreme Court's case-law, legislation and legal periodicals?

14. Any further information for assessing the working conditions of judges and court/chambers' presiding judges?

III – Relationship with Outside Partners

15. To what extent may judges socialize with attorneys?

16. Can complaints against a judge be filed with an ombudsman? Is the judiciary controlled by the ombudsman?

17. Do decisions of international courts have a bearing on the national organisation of the judiciary? Examples?

18. What is the influence of international networking on the protection of the independence of the judiciary?

19. May judges engage in extra-judicial activities such as arbitration? May judges render expert opinions on behalf of clients?

3. Quelles sont les conditions requises pour la nomination des présidents des cours suprêmes et quelle est la durée de leur mandat ?

4. Quelles sont les conditions d'interruption volontaire ou temporaire de carrière et de retour d'un juge à la cour? En particulier, un juge peut-il revenir à la cour après avoir été inscrit au barreau, fait de la politique (par exemple, avoir été membre élu ou non élu d'une législature ou de l'exécutif) ou occupé des fonctions au parquet?

5. Comment et par qui sont définies les règles d'éthique des juges ?

II - Conditions de travail

6. De quelle manière le salaire, ainsi que les pensions ou retraites, sont-ils fixés, augmentés ou diminués et par qui? Des primes ou tout autre avantage (voiture, logement, etc...) sont-ils accordés et par qui? Quel est le salaire annuel (y compris pensions ou retraites et primes) d'un juge à la cour suprême? Existe-t-il des différences entre ce salaire (y compris pensions ou retraites et primes) et celui des autres fonctionnaires?

7. Comment sont réparties les affaires entre les chambres de la cour et les juges? Selon quels critères ou conditions cette répartition peut-elle être modifiée ?

8. Nombre d'heures de travail par jour, y compris pour la préparation des affaires? Qui dispose du pouvoir de fixer les heures de travail des juges et, dans ce cas, quel est le nombre d'heures? Qui contrôle?

9. Chaque juge dispose-t-il d'un bureau individuel dans les locaux de la cour?

10. Un ordinateur portable est-il mis à la disposition de chaque juge, même en dehors de son bureau?

11. Chacun des juges dispose-t-il de référendaires ou d'assistants de recherche ayant une formation juridique?

12. Une bibliothèque est-elle réservée aux juges et aux autres personnels de la cour? Quelles sont les heures d'ouverture? L'assistance d'un bibliothécaire est-elle assurée?

13. Dans le cas où un juge travaille à son domicile, peut-il avoir accès aux bases de données établies par la cour comprenant, par exemple, la jurisprudence, la législation et des revues juridiques?

14. Toute autre information concernant les modalités de travail des juges et des président(e)s de chambre des cours suprêmes.

III - Relations avec les partenaires extérieurs

15. Dans quelles mesures les juges peuvent-ils fréquenter les avocats?

16. Un ombudsman/médiateur peut-il connaître de plaintes dirigées à l'encontre de juges? L'institution judiciaire peut-elle être contrôlée par un ombudsman?

17. Les décisions des juridictions internationales ont-elles une influence sur l'organisation judiciaire interne? Exemples?

18. Quelle est l'influence de l'internationalisation des rapports entre juges (réseaux) sur l'indépendance de la justice?

19. Les juges peuvent-ils s'engager dans des activités extra-judiciaires, telle que l'arbitrage? Peuvent-ils donner des consultations au nom de clients?

20. May judges engage in politics or run for a political mandate?

21. How is the independence of judges protected in case of criticism or attacks from the outside environment, in particular from the "Unions"/representative bodies of Judges, the Bar/Law Societies/practising profession legal bodies, politicians and the press?

22. In what way do you think that government action or inaction may risk directly or indirectly undermining the independence of the judiciary?

23. Does criticism from the media, government or parliamentarians made either generally or in relation to particular cases risk compromising the independence of the judiciary?

24. Does the judiciary respond publicly to criticism, and if so, what means and mechanism are used to do so?

25. Is the relationship between the court and the media organised? If yes, in what way?

20. Les juges peuvent-ils s'engager en politique et être candidats pour exercer un mandat politique?

21. Comment est assurée l'indépendance des juges en cas de critiques ou d'attaques venant de l'extérieur, en particulier des syndicats de juges, des avocats, du monde politique et de la presse ?

22. Dans quelle mesure pensez-vous que l'action ou l'inaction gouvernementale peuvent affecter directement ou indirectement l'indépendance du pouvoir judiciaire ?

23. Les critiques, de caractère général ou portant sur des affaires en particulier, qui émanent des médias, du gouvernement ou des parlementaires sont-elles de nature à compromettre l'indépendance du pouvoir judiciaire ?

24. Le pouvoir judiciaire répond-il publiquement à la critique et, dans l'affirmative, de quelle manière?

25. Existe-t-il une organisation des relations entre la cour et les médias? Dans l'affirmative, de quelle manière?

Questionnaire on Legal Aid proposed by the French *Cour de cassation*

1. When a person with insufficient means wishes to lodge an appeal before your Court against a decision of a lower court, can they get the State to cover all or some of the costs of a lawyer appointed to represent them?

2. Is the lawyer chosen by the litigant, by the State or in some other way (by a lawyers' association for instance)?

3. As well as the applicant needing to have sufficient financial means, must the appeal also have a strong chance of success?

4. If so, who determines it?

- 4.1 A legal aid department which is the same for all courts?
- 4.2 A legal aid department in your own Court?

5. If it is the latter (4-2), who is it made up of?

6. What is the percentage of successful applications?

Questionnaire sur l'aide judiciaire proposé par la Cour de cassation française

1. Lorsqu'un justiciable ayant des ressources insuffisantes veut saisir votre Cour d'un recours contre une décision d'une juridiction inférieure, peut-il obtenir que l'État prenne en charge, totalement ou partiellement, la rétribution d'un avocat chargé de l'assister ?

2. L'avocat est-il choisi par le justiciable, par l'État, ou autrement (par exemple par un organisme d'avocat) ?

3. Outre la condition de ressources financières du requérant, est-il exigé que les chances de succès du recours qu'il envisage de former soient sérieuses ?

4. Dans l'affirmative, qui apprécie l'existence d'une chance sérieuse de succès ?

4.1. Un service d'aide judiciaire commun à toute les juridictions ?

4.2. Un service d'aide judiciaire propre à votre Cour ?

5. S'il s'agit d'un service propre à votre Cour, comment est-il composé ?

6. Quel est le taux d'accueil favorable des demandes ?

Appointments / Nominations

Judge András Baka has been elected President of the Supreme Court of Hungary by the Hungarian Parliament on 22 June 2009.



M. András Baka a été élu le 22 juin 2009 par le Parlement Hongrois aux fonctions de président de la Cour suprême de Hongrie.

Mr. Štefan Harabin has been appointed President of the Supreme Court of the Slovak Republic on June 23, 2009.



Štefan Harabin a été nommé président de la cour suprême de la République Slovaque le 23 juin 2009.

Judge Georgios Kalamidas has been appointed President of the Supreme Court of Greece on 1st of July 2009 in succession to Judge Vasileios Nikopoulos who has retired.



M. Georgios Kalamidas a été nommé président de la cour suprême de Grèce le 1er juillet 2009 où il succède à M. Vasileios Nikopoulos qui a fait valoir ses droits à la retraite.

The Croatian Parliament has re-elected Judge. Branko Hrvatin for a second four-year term of office as the President of the Supreme Court of the Republic of Croatia. President Hrvatin has taken his new mandate on Friday, July 17, 2009.



Le Parlement Croate a réélu M. Branko Hrvatin aux fonctions de président de la cour suprême de la République de Croatie pour un second mandat de quatre ans à compter du 17 Juillet 2009.